

Indicateur A6. En quoi les retombées sociales sont-elles liées à l'éducation ?

Faits marquants

- Un pourcentage plus élevé d'enfants dont les parents sont peu instruits se disent victimes de harcèlement. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le pourcentage d'élèves de 15 ans se disant exposés à une forme de harcèlement au moins s'établit à 26 % si leurs parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, mais à 22 % si au moins un de leurs parents est diplômé de ce niveau d'enseignement ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et à 23 % si au moins un de leurs parents est diplômé de l'enseignement tertiaire.
- Le harcèlement verbal tend à être plus fréquent que le harcèlement physique. Dans les pays de l'OCDE par exemple, 15 % d'élèves de 15 ans dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire déclarent que des élèves se moquent d'eux au moins quelques fois par mois, mais ce pourcentage n'atteint plus que 10 % si la forme déclarée de harcèlement est le fait d'avoir été frappé ou bousculé.
- Les élèves dont les parents sont plus instruits sont plus enclins à se dire d'accord avec des affirmations sur la prévention du harcèlement. Cette tendance est plus marquée que dans le cas de l'exposition au harcèlement ; dans les pays de l'OCDE, les différences sont dans l'ensemble statistiquement significatives entre les trois niveaux de formation agrégés des parents.

Contexte

La sécurité personnelle est une composante majeure du bien-être et un indicateur important de la bonne gouvernance dans les sociétés (OCDE, 2011^[1] ; OCDE, 2018^[2]). Le sentiment d'insécurité a une série d'effets négatifs et tend à limiter les activités quotidiennes des individus. Un cadre scolaire propice et sans danger a par exemple le mérite de maximaliser l'assiduité scolaire et la productivité du temps d'apprentissage. Les élèves qui se sentent en sécurité à l'école ont tendance à afficher de meilleurs résultats scolaires. En revanche, les environnements où règnent le mépris, le harcèlement, la persécution ou la violence peuvent faire obstacle à l'apprentissage. Le harcèlement à l'école peut être lourd de conséquences pour le bien-être psychologique des élèves et accroît le risque de décrochage scolaire (Burns et Gottschalk, 2019^[3] ; OCDE, 2018^[4]). Les élèves sans structures, sans relations et sans normes favorables sont plus susceptibles d'être victimes d'actes de violence et d'être persécutés, des phénomènes souvent associés à de moins bons résultats scolaires (Astor, Guerra et Van Acker, 2010^[5]).

Promouvoir la cohésion sociale, qui se reflète souvent dans le degré d'engagement civique et social, est une autre priorité politique dans les pays de l'OCDE. Le civisme contribue à améliorer nos sociétés. Les citoyens sont plus susceptibles de s'engager en politique s'ils ont le sentiment de pouvoir influencer sur la conduite de la nation et qu'ils comprennent les enjeux politiques de leur pays (OCDE, 2013^[6]). L'éducation peut grandement contribuer à garantir la cohésion sociale, car elle renforce les compétences sociales et émotionnelles qui favorisent l'engagement citoyen.

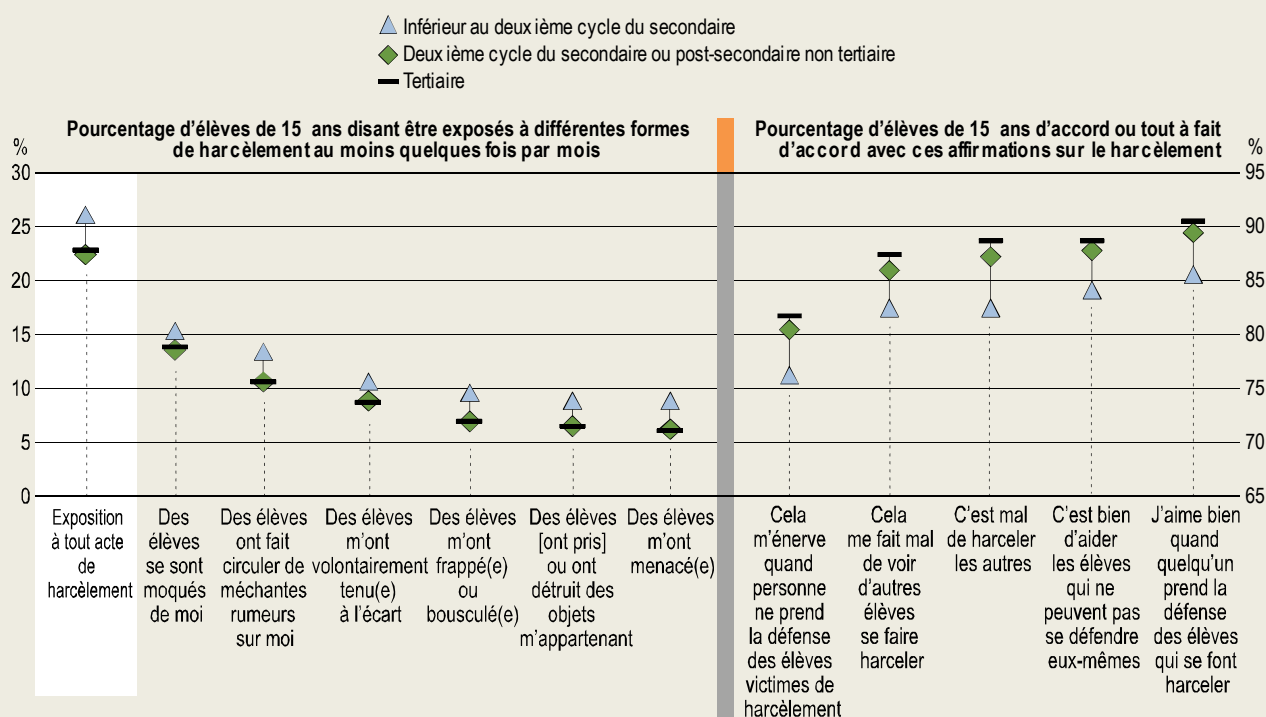
Autres faits marquants

- Les données nationales révèlent certaines tendances géographiques en matière de harcèlement. En Corée, au Japon et dans les quatre provinces et municipalités de la République populaire de Chine (Pékin, Shanghai, Jiangsu et Zhejiang, ci-après dénommées « Chine ») qui ont participé à l'enquête PISA, le pourcentage d'élèves de 15 ans avouant que des élèves font « circuler de méchantes rumeurs » à leur sujet au moins quelques fois par mois est inférieur ou égal à 7 % seulement quel que soit le niveau de formation de leurs parents. Par contraste, en Hongrie, en Lettonie, en République slovaque et en République tchèque, 19 % au moins des élèves dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire disent être exposés à cette forme de harcèlement.
- Dans les pays de l'OCDE, les élèves sont en moyenne deux fois plus susceptibles de se dire victimes de « méchantes rumeurs » s'ils pensent ne pas terminer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (20 %) que s'ils comptent faire des études tertiaires (10 %).

- Selon l'Enquête sociale européenne (ESS) et le Programme international d'enquêtes sociales (ISSP), l'efficacité politique et l'intérêt pour la politique augmentent avec le niveau de formation. Dans les pays de l'OCDE qui ont participé à l'ESS, le pourcentage de 25-64 ans estimant que le système politique de leur pays permet aux personnes comme eux d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement s'établit en moyenne à 26 % seulement dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Ce pourcentage atteint 35 % dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et 52 % dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 57 % de diplômés de l'enseignement tertiaire disent s'intéresser « assez » ou « beaucoup » à la politique. Ce pourcentage n'atteint plus que 40 % dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et 30 % dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Graphique A6.1. Exposition et opposition au harcèlement, selon le niveau de formation des parents (2018)

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), moyenne de l'OCDE



Remarque : Les différences sont toutes statistiquement significatives, à l'exception de celles entre les niveaux de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire et égal à l'enseignement tertiaire dans la totalité des items sur l'exposition au harcèlement (partie gauche).

Partie gauche : Les items sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'élèves de 15 ans dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. *Partie droite :* Les items sont classés par ordre croissant du pourcentage d'élèves de 15 ans dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Source : OCDE (2020), tableaux A6.1 et A6.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934162641>

Remarque

Les différences de pourcentage entre les niveaux de formation présentées dans cet indicateur sont calculées abstraction faite du milieu socio-économique et d'autres facteurs modérateurs ou médiateurs. Le gradient relatif au niveau de formation doit donc être interprété avec prudence.

Analyse

Harcèlement et niveau de formation

Les sociétés se soucient de plus en plus de l'ampleur et des effets du harcèlement (Nansel et al., 2004^[7] ; Rigby, 2007^[8] ; National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine, 2016^[9]). L'impact que ce phénomène peut avoir sur le bien-être psychologique et les taux de décrochage scolaire est bien documenté, contrairement aux mécanismes déclencheurs du harcèlement, tant chez les harceleurs que chez les harcelés. Le harcèlement était par le passé confiné à l'enceinte scolaire, de sorte que les victimes y échappaient dès qu'elles quittaient leur établissement. Le progrès technologique a toutefois donné naissance au cyberharcèlement, un phénomène qui ne se limite plus à la sphère scolaire (Burns et Gottschalk, 2019^[3]). Les messageries instantanées, les médias sociaux et les autres moyens de communication en ligne permettent désormais aux harceleurs de s'en prendre à leur victime à tout moment et en tout lieu (National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine, 2016^[9]). Les données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) ne font pas encore la distinction entre le harcèlement classique et le cyberharcèlement, mais ce dernier semble selon des recherches concerner davantage les filles que les garçons, tant dans le camp des harceleurs que dans celui des harcelés (OCDE, 2019^[10]).

Il ressort des données de l'enquête PISA que les élèves peu performants, en particulier les garçons, et les élèves dont les parents sont moins instruits (les deux catégories regroupent souvent les mêmes élèves) tendent à se dire plus exposés au harcèlement (OCDE, 2018^[4]). Selon Tippett et Wolke (2014^[11]), le fait d'être issu d'un milieu socio-économique moins favorisé accroît la probabilité d'être exposé au harcèlement, autant celle de harceler que celle d'être harcelé. Le niveau de formation des parents est l'une des variables explicatives les plus probantes des résultats et des ambitions scolaires de leurs enfants (OCDE, 2016^[12] ; Dubow, Boxer et Huesmann, 2009^[13]). C'est aussi un bon indicateur du milieu socio-économique. Il est donc intéressant d'analyser la relation entre le niveau de formation des parents et l'exposition de leurs enfants au harcèlement pour déterminer si le cercle vertueux d'un degré supérieur d'instruction réduit aussi l'exposition au harcèlement. En d'autres termes, les élèves sont-ils moins exposés au harcèlement si leurs parents sont plus instruits que s'ils sont moins instruits ?

Exposition au harcèlement, selon le niveau de formation des parents

Il ressort également des données que le pourcentage d'élèves de 15 ans qui se disent exposés à différentes formes de harcèlement est le plus élevé dans l'effectif d'élèves dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les élèves dont au moins un des parents est au moins diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont moins susceptibles de se dire persécutés. Il est frappant de constater que la différence d'exposition au harcèlement n'est pas statistiquement significative entre les élèves dont les parents sont diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et ceux dont au moins un des parents est diplômé de l'enseignement tertiaire. Il s'ensuit qu'en moyenne, les élèves ne sont pas plus protégés du harcèlement si leurs parents sont diplômés de l'enseignement tertiaire plutôt que du deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans les pays de l'OCDE (voir le Graphique A6.1, partie gauche).

La moyenne de l'OCDE occulte une forte variation entre les pays. Le Graphique A6.2 montre que dans la moitié environ des pays, le pourcentage d'élèves de 15 ans qui se disent victimes de harcèlement au moins quelques fois par mois ne varie pas de façon statistiquement significative selon le niveau de formation de leurs parents. En Arabie saoudite, au Brésil, en Indonésie, au Mexique et en Fédération de Russie, ce sont en fait les élèves dont les parents sont diplômés de l'enseignement tertiaire qui sont plus susceptibles de se dire victimes de harcèlement. Dans les pays membres et partenaires de l'OCDE, les différences les plus marquées selon le niveau de formation des parents s'observent au Canada, en Hongrie, en Norvège et en République slovaque, où le pourcentage d'élèves exposés à toute forme de harcèlement est inférieur de 10 points de pourcentage au moins si leurs parents sont diplômés de l'enseignement tertiaire plutôt que s'ils ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le Graphique A6.2).

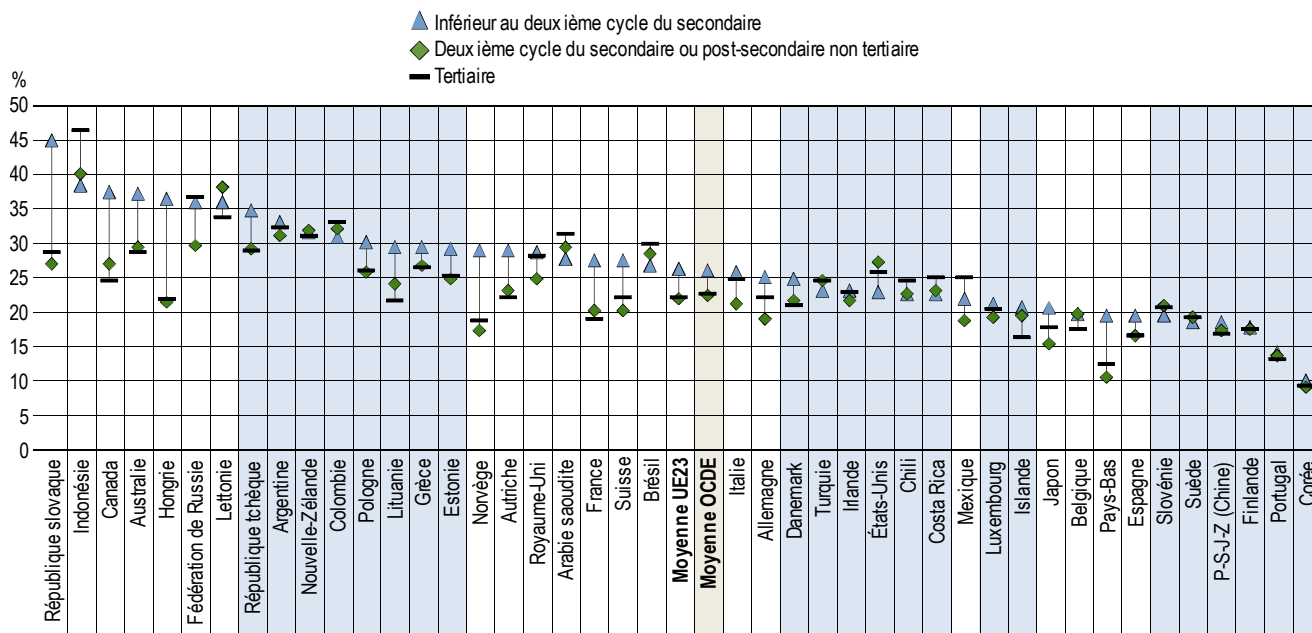
L'analyse des différentes formes de harcèlement révèle une tendance particulière. Il ressort en effet des données de l'enquête PISA de 2018 qu'en moyenne, les élèves sont plus exposés à des formes verbales qu'à des formes physiques de harcèlement dans les pays de l'OCDE. Par exemple, 15 % des élèves de 15 ans dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire déclarent que des élèves se moquent d'eux au moins quelques fois par mois. Ce pourcentage n'atteint plus que 10% si la forme déclarée de harcèlement est le fait d'avoir été frappé ou bousculé. Toutes formes de harcèlement confondues, 26 % de ces élèves disent avoir été victimes de harcèlement au moins quelques fois par mois (voir le Graphique A6.1, partie gauche).

D'après le Graphique A6.1 (partie gauche), la forme de harcèlement qui varie le plus selon le niveau de formation des parents est celle relative aux « méchantes rumeurs ». Les données nationales révèlent une tendance similaire d'exposition à cette forme de harcèlement dans quelques pays asiatiques. En Chine, en Corée et au Japon, le pourcentage d'élèves de 15 ans avouant que des élèves font « circuler de méchantes rumeurs » à leur sujet au moins quelques fois par mois est inférieur ou égal à 7 % quel que soit le niveau de formation de leurs parents. Cette forme de harcèlement n'est donc pas courante dans

ces pays asiatiques. Par contraste, dans un pays balte, la Lettonie, et dans quelques pays d'Europe de l'Est, la Hongrie, la République slovaque et la République tchèque, 19 % au moins des élèves dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire disent être la cible de « méchantes rumeurs ». Dans ces pays, les élèves dont les parents sont moins instruits sont plus susceptibles de déclarer que des élèves font « circuler de méchantes rumeurs » sur eux (voir le Graphique A6.1 et le Tableau A6.1).

Graphique A6.2. Pourcentage d'élèves de 15 ans disant être exposés à différentes formes de harcèlement au moins quelques fois par mois, selon le niveau de formation des parents (2018)

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)



Remarque : Les différences entre les niveaux de formation des parents ne sont pas statistiquement significatives dans les zones en bleu. L'entité P-S-J-Z (Chine) désigne les quatre provinces et municipalités de la République populaire de Chine qui ont participé à l'enquête PISA : Pékin, Shanghai, Jiangsu et Zhejiang. Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'élèves de 15 ans disant être exposés à tout acte de harcèlement au moins quelques fois par mois dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Source : OCDE (2020), tableau A6.1. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162660>

Exposition au harcèlement, selon le niveau de formation prévu

Les différences d'exposition déclarée au harcèlement sont statistiquement significatives dans un plus grand nombre de pays si le facteur retenu dans l'analyse est le niveau de formation prévu des élèves, et non le niveau de formation de leurs parents. Les élèves font état d'une exposition plus forte au harcèlement non seulement si leurs ambitions scolaires sont plus modestes à l'âge de 15 ans, mais également si leurs parents sont moins instruits (voir le Tableau A6.1 et, en ligne, le tableau A6.4).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les élèves de 15 ans qui ne prévoient pas de terminer leurs études secondaires ne sont que 3 %, mais ils sont deux fois plus susceptibles d'avouer que des élèves font « circuler de méchantes rumeurs » à leur sujet (20 %) que les élèves qui comptent faire des études tertiaires (10 %). Ils sont au moins trois fois plus susceptibles d'être exposés à cette forme de harcèlement en Grèce, en Hongrie et en Norvège. Par contraste, moins de 10 % des élèves se disent la cible de « méchantes rumeurs » quel que soit leur niveau de formation prévu en Chine, en Corée, au Japon et aux Pays-Bas (voir le tableau A6.4, en ligne).

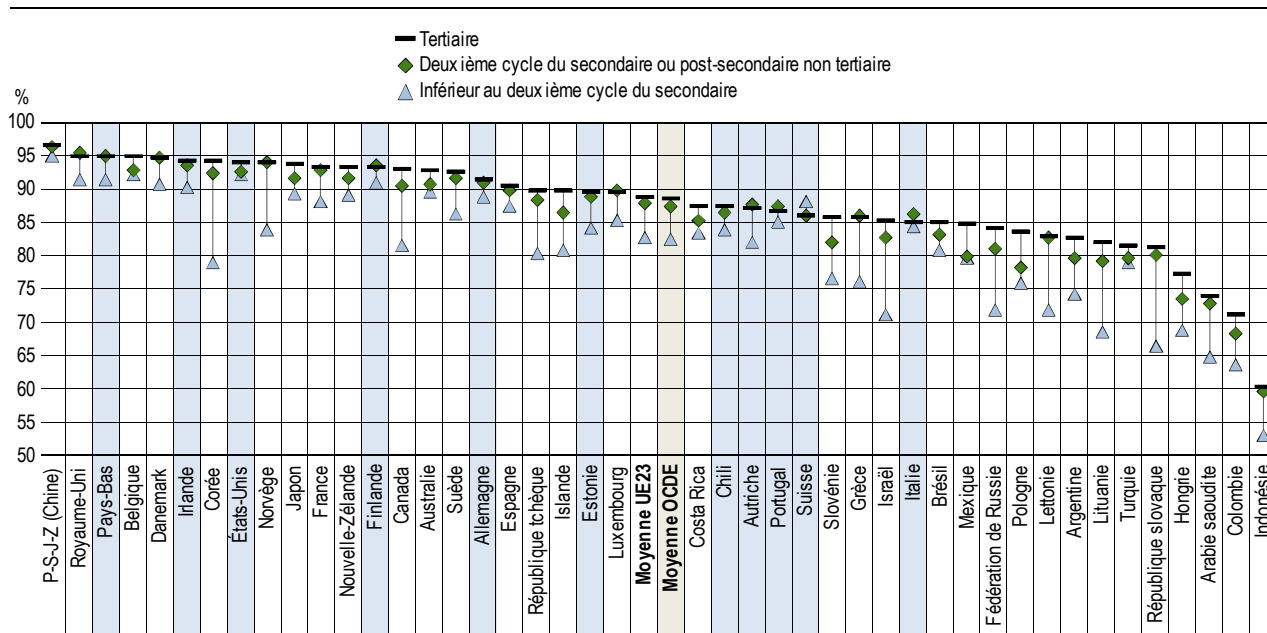
Opposition au harcèlement, selon le niveau de formation des parents

En 2018, cinq nouvelles questions sur l'opposition au harcèlement ont été ajoutées dans le questionnaire contextuel de l'enquête PISA (voir le Graphique A6.1, partie droite). Ces cinq questions permettent de cerner les attitudes des élèves de

15 ans à l'égard du harcèlement et de déterminer s'ils joignent le geste à la parole et tentent de protéger les harcelés ou de dissuader les harceleurs. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les élèves sont plus enclins à se dire d'accord ou tout à fait d'accord avec des affirmations sur la prévention du harcèlement plus leurs parents sont instruits. Cette tendance se retrouve dans les cinq questions sur l'opposition au harcèlement et les différences sont statistiquement significatives entre les trois niveaux de formation des parents, à savoir inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire et égal à l'enseignement tertiaire. L'affirmation où s'observe la plus forte variation du pourcentage d'élèves d'accord ou tout à fait est « c'est mal de harceler les autres ». En moyenne, 82 % des élèves de 15 ans se disent d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation si leurs parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Ce pourcentage atteint 89 % chez les élèves dont au moins un des parents est diplômé de l'enseignement tertiaire. Une plus grande désirabilité sociale chez les élèves dont les parents sont très instruits peut, entre autres facteurs, expliquer en partie pourquoi les différences d'attitudes à l'égard du harcèlement selon le niveau de formation des parents sont supérieures aux différences d'exposition au harcèlement (voir le Graphique A6.1, partie droite).

Graphique A6.3. Pourcentage d'élèves de 15 ans d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « c'est mal de harceler les autres », selon le niveau de formation des parents (2018)

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)



Remarque : Les différences entre les niveaux de formation des parents ne sont pas statistiquement significatives dans les zones en bleu. L'entité P-S-J-Z (Chine) désigne les quatre provinces et municipalités de la République populaire de Chine qui ont participé à l'enquête PISA : Pékin, Shanghai, Jiangsu et Zhejiang.

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'élèves de 15 ans d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « c'est mal de harceler les autres » dont les parents sont diplômés de l'enseignement tertiaire.

Source : OCDE (2020), tableau A6.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162679>

À l'échelle nationale, la réaction des élèves de 15 ans à cette affirmation spécifique sur le harcèlement est liée au niveau de formation des parents. Le Graphique A6.3 montre que dans trois pays sur quatre, le pourcentage d'élèves de 15 ans d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « c'est mal de harceler les autres » varie dans une mesure statistiquement significative selon le niveau de formation des parents (voir le Graphique A6.3).

Dans l'ensemble, les pays où le pourcentage d'élèves d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « c'est mal de harceler les autres » varie moins comptent aussi parmi ceux où il est plus élevé. Par exemple, 90 % au moins des élèves sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « c'est mal de harceler les autres » quel que soit le niveau de formation de leurs parents en Belgique, en Chine, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Par contraste, ce pourcentage est inférieur ou égal à 85 % et les différences selon le niveau de formation des parents sont supérieures à 10 points de pourcentage en Fédération de Russie, en Israël, en Lettonie, en Lituanie et en République

slovaque. En dépit de ce que la liste de pays peut suggérer, la relation entre la différence de réaction selon le niveau de formation des parents et le score PISA n'est pas de forte intensité. La différence de réaction est par exemple similaire en Indonésie et en Suède, alors que les élèves sont nettement plus performants en Suède (OCDE, 2019^[14]) (voir le Graphique A6.3).

Opposition au harcèlement, selon le niveau de formation prévu

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 90 % des élèves de 15 ans sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « c'est mal de harceler les autres » s'ils comptent faire des études tertiaires. Ce pourcentage passe à 83 % s'ils envisagent de terminer leurs études secondaires ou de faire des études post-secondaires non tertiaires et à 73 % s'ils ne pensent même pas finir leurs études secondaires. Comme dans le cas de l'exposition au harcèlement, les différences de réaction à la prévention du harcèlement sont plus marquées si l'analyse porte sur le niveau de formation prévu des élèves plutôt que sur le niveau de formation de leurs parents : la différence entre les élèves selon qu'ils prévoient de ne pas terminer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de faire des études tertiaires atteint 17 points de pourcentage, soit 10 points de pourcentage de plus que celle qui s'observe entre les élèves selon le niveau de formation de leurs parents (voir le Tableau A6.2 et, en ligne, le tableau A6.5).

En Lituanie, en Norvège, en République slovaque et en République tchèque, le pourcentage d'élèves d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « c'est mal de harceler les autres » est supérieur de plus de 25 points de pourcentage s'ils espèrent faire des études tertiaires, par comparaison avec ceux qui ne pensent pas terminer leurs études secondaires. La différence la plus marquée s'observe en République tchèque, où 91 % des élèves qui envisagent de faire des études tertiaires sont d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation, contre 57 % seulement des élèves qui ne prévoient pas de terminer leurs études secondaires. Par contraste, la différence la plus ténue s'observe en Belgique, où entre 91 % et 95 % sont d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation quel que soit leur niveau de formation prévu (voir le tableau A6.5, en ligne).

Encadré A6.1. Cyberharcèlement durant le confinement décrété à cause de l'épidémie de COVID-19

Durant le confinement, l'utilisation d'Internet a augmenté de 50 % dans certaines parties du monde (World Economic Forum, 2020^[15]). Les élèves et les étudiants se tournent massivement vers Internet pour apprendre, garder une vie sociale et jouer. En moyenne, 9 élèves sur 10 disposent chez eux d'un ordinateur connecté à Internet qu'ils peuvent utiliser pour faire leurs devoirs selon la dernière enquête PISA en date. Les contenus en ligne offrent de très belles possibilités d'apprendre, mais le monde virtuel foisonne de menaces pour les enfants et les adolescents. Le harcèlement, l'exploitation sexuelle et les contenus préjudiciables en ligne sont autant de risques auxquels s'exposent les internautes (UNICEF, 2020^[16]). C'est a fortiori le cas en l'absence de mesures de sécurité relatives aux cours à distance. Selon la dernière enquête PISA en date, 35 % seulement des établissements disposent d'une bonne plateforme d'appui à l'apprentissage en ligne. Comme le temps passé sur Internet s'allonge, les pays observent aussi l'intensification du piratage et de la fraude en ligne. La start-up d'intelligence artificielle L1ght a par exemple constaté une augmentation de 70 % des discours de haine chez les enfants et les adolescents sur les messageries instantanées depuis décembre 2019 (L1ght, 2020^[17]).

Le rapport de l'OCDE *Comment va la vie à l'ère du numérique ?* (OCDE, 2019^[10]) évalue les possibilités et les risques associés aux nouvelles technologies dans 11 dimensions clés du bien-être, dont la sécurité personnelle, l'engagement civique et la gouvernance. Selon les données recueillies avant la crise sanitaire, 9 % des jeunes de 15 ans disent en moyenne avoir été victimes de cyberharcèlement au moins une fois dans leur vie dans les pays de l'OCDE, les filles étant plus nombreuses que les garçons. Avec la montée du cyberharcèlement pendant le confinement, il est probable que ce pourcentage de jeunes victimes de cette forme de harcèlement sera plus élevé en 2020.

Internet peut aider à surmonter la solitude et l'exclusion sociale, certes, mais le cyberharcèlement peut exposer les enfants à de mauvaises expériences sociales. Il est donc important que les parents informent leurs enfants et les aident à acquérir les compétences indispensables pour surfer sur Internet en toute sécurité. Les parents peuvent contribuer à prévenir les « agressions » de leurs enfants en ligne en instaurant un contrôle parental approprié et en restant ouverts au dialogue. Il reste que les parents doivent eux aussi être conscients des risques et avoir suffisamment de compétences en informatique pour guider leurs enfants. La fracture numérique entre générations semble être moins grave dans les familles où les parents sont très instruits.

Certains pays ont adopté des politiques et des codes de conduite en matière de cyberharcèlement. La Saskatchewan (Canada) a par exemple rédigé un guide qui prévoit que les responsables des districts scolaires collaborent avec les chefs d'établissement et les enseignants pour aider les élèves à comprendre les comportements appropriés et sans danger à adopter en ligne (Government of Saskatchewan, 2019^[18] ; OCDE, 2019^[19]). La France a, elle, mis au point un programme de prévention du harcèlement qui vise à sensibiliser les établissements au harcèlement et à les amener à lutter contre ce

phénomène. La campagne menée en 2018 et 2019 dans le cadre de ce programme a été axée sur la prévention du cyberharcèlement et de la textopornographie (sexting) (Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, 2020^[20]). Autre exemple, le Ministère de l'éducation au Chili a élaboré des recommandations à l'attention des établissements afin de réglementer l'utilisation sûre des appareils mobiles et d'inviter les parents et les tuteurs à en promouvoir une utilisation responsable. Le 14 mars 2019, les établissements ont organisé des ateliers et des projections de documentaires afin de promouvoir la Journée nationale contre le cyberharcèlement (Ministère de l'éducation - Chili, 2019^[21])

Efficacité politique et intérêt pour la politique, selon le niveau de formation

Par efficacité politique, on entend la mesure dans laquelle la population a le sentiment de pouvoir influencer sur l'action publique et, donc, pense qu'accomplir les devoirs de citoyen vaut la peine (Acock, Clarke et Stewart, 1985^[22]). L'efficacité politique renvoie à plusieurs aspects de la vie des citoyens. Le pluralisme des médias, le droit de pétition, le droit de manifester et la tenue d'élections régulières sont autant de facteurs vecteurs d'efficacité politique. Par contre, l'efficacité politique est moindre quand les citoyens se sentent impuissants dans leur propre pays. Les caractéristiques individuelles, le milieu socio-économique et les interactions personnelles avec les institutions politiques peuvent dès lors influencer aussi sur le degré d'efficacité politique (Miller et Listhaug, 1990^[23] ; OCDE, 2018^[2]).

L'efficacité politique est étroitement liée à l'intérêt pour la politique. Les citoyens affichant une grande efficacité politique sont susceptibles de se dire intéressés par la politique. L'intérêt global pour la politique est un facteur important de cohésion sociale, car il influe sur des comportements, notamment le fait de voter, et d'autres aspects de la citoyenneté. Les caractéristiques personnelles sont également liées à l'intérêt pour la politique ; les jeunes adultes se disent par exemple moins intéressés. C'est toutefois une priorité politique que de faire en sorte que la plupart des citoyens se sentent concernés par la politique et participent activement à la vie politique de la société (OCDE, 2017^[24]).

Dans l'Enquête sociale européenne (ESS) et le Programme international d'enquêtes sociales (ISSP), les personnes interrogées sont invitées à indiquer si elles s'intéressent à la politique en général et ont le sentiment d'avoir leur mot à dire sur l'action du gouvernement. Combiner les réponses à ces questions avec des informations sur le niveau de formation permet de déterminer si l'efficacité politique et l'intérêt pour la politique varient en fonction du niveau de formation. Comme dans l'item PISA sur la réaction au harcèlement, il est possible que la désirabilité sociale influe sur la réponse à ces questions. Dans les pays qui ont participé aux deux enquêtes, l'ISSP et l'ESS, seules les données de l'une des deux enquêtes sont retenues. Dans l'ensemble, les données retenues sont celles les plus probantes au sujet du niveau de formation.

Efficacité politique, selon le niveau de formation

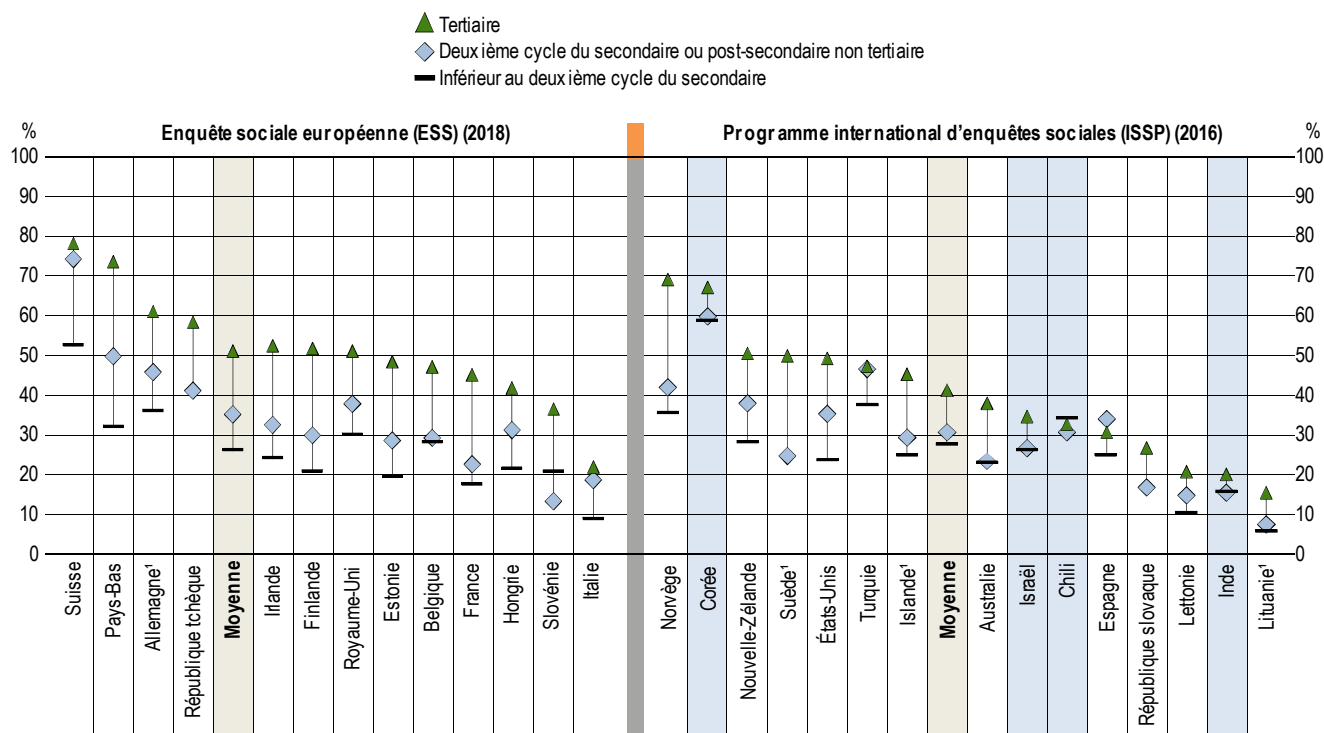
En moyenne, dans les pays de l'OCDE qui ont participé à l'ESS, 52 % des diplômés de l'enseignement tertiaire estiment que le système politique de leur pays permet « beaucoup » ou « complètement » aux personnes comme eux d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement. Ce pourcentage diminue pour passer à 35 % dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et à 26 % dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Des résultats similaires s'observent dans les pays qui ont participé à l'ISSP, qui a conclu à une association positive entre le niveau de formation et l'efficacité politique (voir le Graphique A6.4).

De tous les pays de l'OCDE qui ont participé à l'ESS, c'est aux Pays-Bas que la variation est la plus forte selon le niveau de formation : 74 % des diplômés de l'enseignement tertiaire estiment que le système politique de leur pays permet « beaucoup » ou « complètement » aux personnes comme eux d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement, contre 32 % seulement des adultes qui ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Par contraste, c'est en Italie que la variation est la moins forte selon le niveau de formation. Les Italiens se caractérisent aussi par une faible efficacité politique : le pourcentage de personnes pensant que le système politique de leur pays permet « beaucoup » ou « complètement » aux personnes comme elles d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement s'établit à 22 % seulement dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire, contre 9 % dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le Graphique A6.4).

La Corée affiche une grande efficacité politique quel que soit le niveau de formation et se démarque de tous les pays de l'OCDE qui ont participé à l'ISSP : le pourcentage d'adultes pas d'accord ou pas du tout d'accord avec l'affirmation « les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire sur l'action gouvernementale » est le deuxième le plus élevé dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire (67%) et le plus élevé dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (60%) ainsi que dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (58%). Par contraste, moins de 30 % des adultes ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord avec cette affirmation quel que soit leur niveau de formation en Inde, en Lettonie, en Lituanie et en République slovaque (voir le Graphique A6.4).

Graphique A6.4. Pourcentage d'adultes estimant avoir leur mot à dire sur l'action du gouvernement, selon le niveau de formation (2016 ou 2018)

Enquête sociale européenne (ESS-2018) et Programme international d'enquêtes sociales (ISSP-2016), individus âgés de 25 à 64 ans



Remarque : Voir les questions posées dans les deux enquêtes dans le tableau de référence et les informations les concernant à l'annexe 3. Les différences entre les niveaux de formation ne sont pas statistiquement significatives dans les zones en bleu.

1. La répartition du niveau de formation varie de 10-15 points de pourcentage par rapport aux données présentées dans l'indicateur A1. Les données selon le niveau de formation sont considérées comme fiables (voir l'annexe 3).

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de 25-64 ans diplômés de l'enseignement tertiaire estimant que les gens comme eux ont leur mot à dire sur l'action du gouvernement.

Source : OCDE (2020), tableau A6.3. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934162698>

Intérêt pour la politique, selon le niveau de formation

En moyenne, dans les pays de l'OCDE à l'étude qui ont participé à l'ESS, 57 % des diplômés de l'enseignement tertiaire disent s'intéresser « assez » ou « beaucoup » à la politique. Ce pourcentage diminue pour passer à 40 % dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire et à 30 % dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Des résultats similaires s'observent dans des pays qui ont participé à l'ISSP, qui conclut également à une association positive entre le niveau de formation et l'intérêt pour la politique (voir le Graphique A6.5).

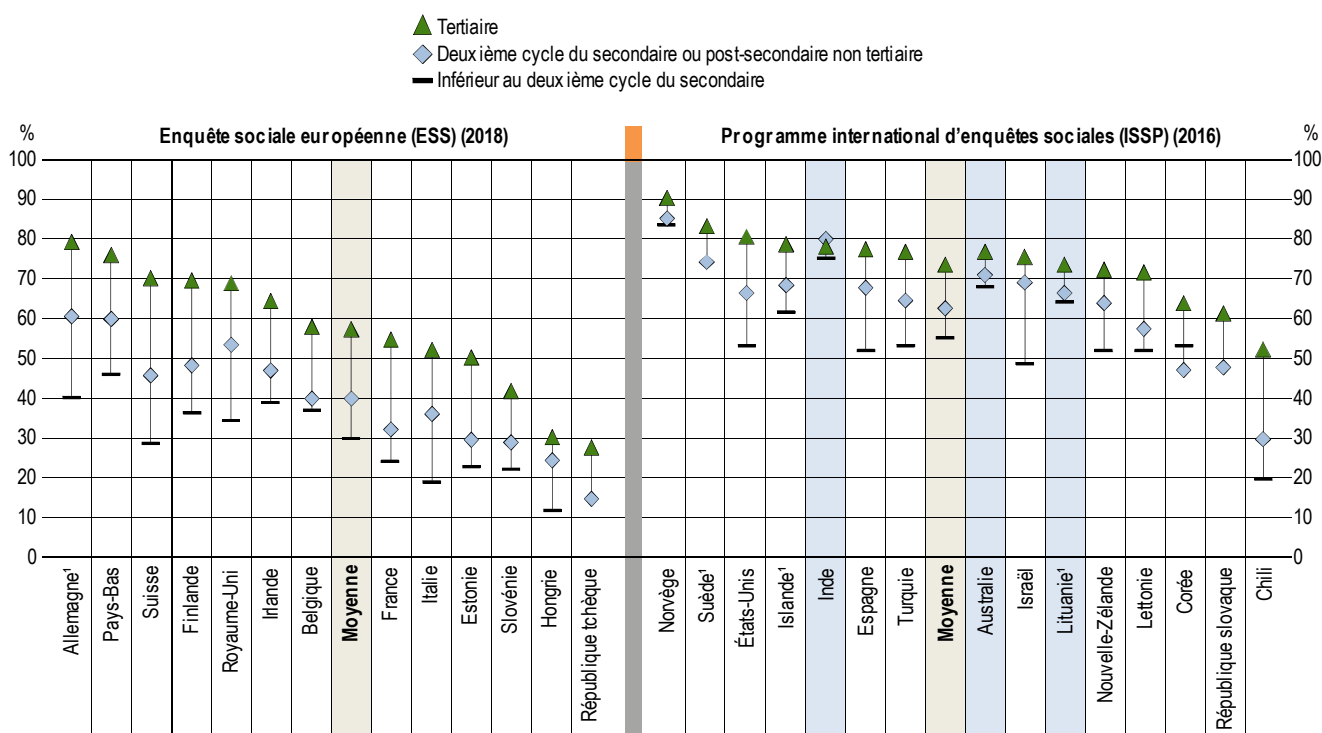
De tous les pays de l'OCDE qui ont participé à l'ESS, c'est en Autriche que la variation est la plus forte selon le niveau de formation : le pourcentage d'adultes qui s'intéressent « assez » ou « beaucoup » à la politique s'élève à 68 % dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire, mais à 24 % seulement dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Par contraste, la variation est la moins forte selon le niveau de formation en Hongrie et en République tchèque, où les adultes s'intéressent peu à la politique : 30 % au plus des personnes interrogées disent s'intéresser « assez » ou « beaucoup » à la politique, quel que soit leur niveau de formation (voir le Graphique A6.5).

La politique suscite un grand intérêt en Norvège quel que soit le niveau de formation. De tous les pays de l'OCDE qui ont participé à l'ISSP, c'est en Norvège que le pourcentage d'adultes « assez » ou « beaucoup » intéressés par la politique est le plus élevé quel que soit le niveau de formation. Ce pourcentage s'établit à 90 % dans l'effectif diplômé de l'enseignement tertiaire, à 85 % dans l'effectif diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-

secondaire non tertiaire et à 83 % dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Par contraste, moins de 52 % des diplômés de l'enseignement tertiaire disent s'intéresser « assez » ou « beaucoup » à la politique au Chili. Ce pourcentage tombe à seulement 19 % dans l'effectif non diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le Graphique A6.5).

Graphique A6.5. Pourcentage d'adultes disant s'intéresser à la politique, selon le niveau de formation (2016 ou 2018)

Enquête sociale européenne (ESS-2018) et Programme international d'enquêtes sociales (ISSP-2016), individus âgés de 25 à 64 ans



Remarque : Voir les questions posées dans les deux enquêtes dans le tableau de référence et les informations les concernant à l'annexe 3. Les différences entre les niveaux de formation ne sont pas statistiquement significatives dans les zones en bleu.

1. La répartition du niveau de formation varie de 10-15 points de pourcentage par rapport aux données présentées dans l'indicateur A1. Les données selon le niveau de formation sont considérées comme fiables (voir l'annexe 3).

Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de 25-64 ans diplômés de l'enseignement tertiaire disant s'intéresser à la politique.

Source : OCDE (2020), tableau A6.3. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162717>

Définitions

Groupes d'âge : le terme « adultes » désigne la population âgée de 25 à 64 ans.

Harcèlement (exposition) : l'indicateur PISA de l'exposition au harcèlement est dérivé des réponses des élèves de 15 ans à la question : « Au cours des 12 derniers mois, à quelle fréquence avez-vous vécu les situations suivantes à l'école ? (Certaines situations sont également possibles sur les réseaux sociaux.) / (Sélectionnez une réponse par ligne.) » Options de réponse : « Jamais ou presque jamais », « Quelques fois par an », « Quelques fois par mois » ou « Au moins une fois par semaine ».

- Des élèves m'ont volontairement tenu(e) à l'écart
- Des élèves se sont moqués de moi
- Des élèves m'ont menacé(e)

- Des élèves [ont pris] ou ont détruit des objets m'appartenant
- Des élèves m'ont frappé(e) ou bousculé(e)
- Des élèves ont fait circuler de méchantes rumeurs sur moi

Harcèlement (opposition) : l'indicateur PISA de l'opposition au harcèlement est dérivé des réponses des élèves de 15 ans à la question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (*Sélectionnez une réponse par ligne.*) » Options de réponse : « Pas du tout d'accord », « Pas d'accord », « D'accord » ou « Tout à fait d'accord ».

- Cela m'énerve quand personne ne prend la défense des élèves victimes de harcèlement
- C'est bien d'aider les élèves qui ne [peuvent] pas se défendre eux-mêmes
- C'est mal de harceler les autres
- Cela me fait mal de voir d'autres élèves se faire harceler
- J'aime bien quand quelqu'un prend la défense des élèves qui se font harceler

Le **niveau de formation** correspond au plus haut niveau d'enseignement dont les individus sont diplômés.

Le **niveau de formation prévu** correspond au niveau d'enseignement que les élèves de 15 ans ont sélectionné à la question de savoir quel diplôme ils comptaient obtenir.

L'**intérêt pour la politique** est dérivé dans l'ESS des réponses des adultes à la question : « Vous intéressez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout à la politique ? » (options de réponse : « Beaucoup », « Assez », « Un peu », « Pas du tout », « Refus » ou « Ne sait pas ») et dans l'ISSP de leurs réponses à la question : « Vous intéressez-vous personnellement à la politique ? » (options de réponse : « Beaucoup », « Assez », « Un peu », « Pas beaucoup », « Pas du tout » ou « Ne peut choisir ou sans réponse »).

Niveaux de formation : les niveaux de la CITE 2011 sont tous décrits dans le *Guide du lecteur*, au début du présent rapport.

Niveau de formation des parents : le niveau de formation est **inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire** si les parents sont au plus diplômés du niveau 2 de la CITE 2011, **égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non tertiaire** si au moins l'un des parents (le père ou la mère) est au plus diplômé du niveau 3 ou 4 de la CITE 2011 et **égal à l'enseignement tertiaire** si au moins l'un des parents (le père ou la mère) est diplômé du niveau 5, 6, 7 ou 8 de la CITE 2011.

L'**efficacité politique** est dérivée dans l'ESS des réponses des adultes à la question : « Dans quelle mesure diriez-vous que le système politique [de votre pays] permet aux personnes comme vous d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement ? » (options de réponse : « Pas du tout », « Très peu », « Un peu », « Beaucoup », « Complètement », « Refus », « Ne sait pas ») et dans l'ISSP de leurs réponses à la question : de leur degré d'assentiment avec l'affirmation « les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire sur l'action gouvernementale » (options de réponse : « Approuve fortement », « Approuve plutôt », « Ni pour, ni contre », « Désapprouve plutôt », « Désapprouve fortement » ou « Ne peut choisir ou sans réponse »).

Méthodologie

Les pourcentages d'adultes à chaque niveau de formation indiqués dans l'Enquête sociale européenne (ESS) de 2018 et le Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) de 2016 ont été comparés à l'échelle nationale aux pourcentages correspondants dans l'indicateur A1. Les niveaux de formation d'un certain nombre de pays ont été recodés pour améliorer leur compatibilité avec les niveaux de l'indicateur A1. Les pays concernés, qui ont été consultés, sont :

- Le Chili, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, la Hongrie, Israël, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Suède.

L'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>) décrit les différences d'échantillonnage.

L'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>) indique le pourcentage de l'échantillon PISA relatif à chaque variable. Dans les tableaux de l'annexe, un blanc signifie que les chiffres concernent 75 % au moins de l'échantillon, un obèle (†), qu'ils concernent entre 50 % et 75 % de l'échantillon et un double obèle (‡), qu'ils concernent moins de 50 % de l'échantillon. Le seuil PISA de publication est fixé à 30 élèves et à 5 établissements minimum.

Sources

Les données sur le harcèlement proviennent du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) administrés dans des pays membres et partenaires de l'OCDE en 2018 (OCDE, 2019^[14]).

Les données des pays européens membres de l'OCDE sur l'efficacité politique et l'intérêt pour la politique proviennent de l'Enquête sociale européenne (ESS) administrée en 2018 (ESS, 2019^[25]).

Les données des pays non européens membres et partenaires de l'OCDE sur l'efficacité politique et l'intérêt pour la politique du proviennent Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) de 2016 (ISSP Research Group, 2018^[26]).

Références

- Acock, A., H. Clarke et M. Stewart (1985), « A new model for old measures: A covariance structure analysis of political efficacy », *The Journal of Politics*, vol. 47/4, pp. 1062-1084, <https://doi.org/10.2307/2130807>. [22]
- Astor, R., N. Guerra et R. Van Acker (2010), « How can we improve school safety research? », *Educational Researcher*, vol. 39/1, pp. 69-78, <http://dx.doi.org/10.3102/0013189x09357619>. [5]
- Burns, T. et F. Gottschalk (dir. pub.) (2019), *Educating 21st Century Children : Emotional Well-being in the Digital Age*, Educational Research and Innovation, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b7f33425-en>. [3]
- Dubow, E., P. Boxer et L. Huesmann (2009), « Long-term effects of parents' education on children's educational and occupational success: Mediation by family interactions, child aggression, and teenage aspirations », *Merrill-Palmer Quarterly*, vol. 55/3, pp. 224-249, <http://dx.doi.org/10.1353/mpq.0.0030>. [13]
- ESS (2019), *Round 9 Data. Data File Edition 1.1.*, European Social Survey, <http://dx.doi.org/10.21338/NSD-ESS9-2018>. [25]
- Government of Saskatchewan (2019), *Digital Citizenship in Saskatchewan Schools: K-12*, Government of Saskatchewan, <https://publications.saskatchewan.ca/#/products/74037>. [18]
- ISSP Research Group (2018), *International Social Survey Programme: Role of Government V - ISSP 2016, ZA6900 Data file Version 2.0.0*, GESIS Data Archive, Cologne, <http://dx.doi.org/10.4232/1.13052>. [26]
- L1ght (2020), *Rising Levels of Hate Speech & Online Toxicity During This Time of Crisis*, L1ght, https://l1ght.com/Toxicity_during_coronavirus_Report-L1ght.pdf (consulté le 27 avril 2020). [17]
- Miller, A. et O. Listhaug (1990), « Political parties and confidence in government: A comparison of Norway, Sweden and the United States », *British Journal of Political Science*, vol. 20/3, pp. 357-386, <http://dx.doi.org/10.1017/s0007123400005883>. [23]
- Ministère de l'éducation - Chili (2019), *National Day Against Cyberbullying*, <http://convivenciaescolar.mineduc.cl/compromiso-sana-convivencia/dia-contra-el-ciberacoso/> (consulté le 16 juillet 2020). [21]

- Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (2020), *Non au harcèlement site web*, [20]
<http://www.nonauharcèlement.education.gouv.fr> (consulté le 4 mai 2020).
- Nansel, T. et al. (2004), « Cross-national consistency in the relationship between bullying behaviors and psychosocial adjustment », *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine*, vol. 158/8, p. 730, [7]
<http://dx.doi.org/10.1001/archpedi.158.8.730>.
- National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine (2016), *Preventing Bullying Through Science, Policy, and Practice*, The National Academies Press, Washington, DC, [9]
<https://doi.org/10.17226/23482>.
- OCDE (2019), *Education Policy Outlook 2019 : Working Together to Help Students Achieve their Potential*, Éditions OCDE, Paris, [19]
<https://dx.doi.org/10.1787/2b8ad56e-en>.
- OCDE (2019), *How's Life in the Digital Age? : Opportunities and Risks of the Digital Transformation for People's Well-being*, Éditions OCDE, Paris, [10]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264311800-en>.
- OCDE (2019), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, [14]
<https://dx.doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>.
- OCDE (2018), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, [2]
https://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-fr.
- OCDE (2018), « Le harcèlement », dans *Résultats du PISA 2015 (Volume III) : Le bien-être des élèves*, Éditions OCDE, Paris, [4]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264288850-12-fr>.
- OCDE (2017), *Panorama de la société 2016 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [24]
https://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2016-fr.
- OCDE (2016), *Regards sur l'éducation 2016 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [12]
<https://dx.doi.org/10.1787/eag-2016-fr>.
- OCDE (2013), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE, Paris, [6]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264204096-fr>.
- OCDE (2011), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, [1]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>.
- Rigby, K. (2007), *Bullying in Schools: And What to Do About It*, ACER Press. [8]
- Tippett, N. et D. Wolke (2014), « Socioeconomic status and bullying: A meta-analysis », *American Journal of Public Health*, vol. 104/6, pp. e48-e59, [11]
<http://dx.doi.org/10.2105/ajph.2014.301960>.
- UNICEF (2020), *COVID-19 and Its Implications for Protecting Children Online*, Unicef, [16]
<https://www.unicef.org/media/67396/file/COVID-19%20and%20Its%20Implications%20for%20Protecting%20Children%20Online.pdf> (consulté le 23 avril 2020).
- World Economic Forum (2020), *Will the coronavirus break the internet?*, World Economic Forum website, [15]
<https://www.weforum.org/agenda/2020/03/will-coronavirus-break-the-internet/> (consulté le 23 avril 2020).

Tableaux de l'indicateur A6

- Tableau A6.1** Pourcentage d'élèves de 15 ans disant être exposés à différentes formes de harcèlement au moins quelques fois par mois, selon le niveau de formation des parents (2018)
- Tableau A6.2** Pourcentage d'élèves de 15 ans d'accord ou tout à fait d'accord avec des affirmations sur le harcèlement, selon le niveau de formation des parents (2018)
- Tableau A6.3** Engagement politique, selon le niveau de formation (2016 ou 2018)
- WEB Tableau A6.4** *Pourcentage d'élèves de 15 ans disant être exposés à différentes formes de harcèlement au moins quelques fois par mois, selon le niveau de formation prévu par les élèves (2018)*
- WEB Tableau A6.5** *Pourcentage d'élèves de 15 ans d'accord ou tout à fait d'accord avec des affirmations sur le harcèlement, selon le niveau de formation prévu par les élèves (2018)*
- WEB Tableau A6.6** *Répartition du niveau de formation des parents et du niveau de formation prévu par les élèves de 15 ans (2018)*

Date butoir pour les données : 19 juillet 2020. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink: <https://doi.org/10.1787/888934162755>

Tableau A6.1. Pourcentage d'élèves de 15 ans disant être exposés à différentes formes de harcèlement au moins quelques fois par mois, selon le niveau de formation des parents (2018)

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)

OCDE	Pays	Exposition à tout acte de harcèlement						Des élèves m'ont volontairement tenu(e) à l'écart	Des élèves se sont moqués de moi	Des élèves m'ont menacé(e)	Des élèves [ont pris] ou ont détruit des objets m'appartenant	Des élèves m'ont frappé(e) ou bousculé(e)	Des élèves ont fait circuler de méchantes rumeurs sur moi									
		Niveau de formation des parents																				
		Total		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire												
		%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(13)	(14)	(21)	(22)	(29)	(30)	(37)	(38)	(45)	(46)	(53)	(54)			
	Australie	30	(0.5)	37	(2.1)	30	(0.9)	29	(0.7)	14	(0.8)	20	(0.8)	10	(0.6)	7	(0.5)	10	(0.6)	12	(0.8)	
	Autriche	23	(0.8)	29	(3.1)	23	(1.3)	22	(0.9)	8	(0.6)	14	(1.0)	5	(0.6)	8	(0.8)	7	(0.7)	11	(0.9)	
	Belgique	19	(0.5)	20	(2.2)	20	(0.8)	18	(0.6)	7	(0.6)	12	(0.7)	3	(0.4)	3	(0.5)	5	(0.4)	9	(0.7)	
	Canada	25	(0.5)	37	(7.6)	27	(0.9)	25	(0.5)	12	(0.8)	18	(0.8)	7	(0.5)	5	(0.4)	8	(0.5)	11	(0.6)	
	Chili	24	(0.6)	23	(1.7)	23	(1.1)	25	(0.9)	9	(0.8)	13	(0.8)	6	(0.7)	8	(0.7)	6	(0.7)	13	(0.9)	
	Colombie	32	(0.9)	31	(2.1)	32	(1.3)	33	(1.1)	17	(1.0)	18	(1.0)	10	(0.9)	12	(0.9)	10	(0.9)	17	(1.1)	
	Costa Rica	24	(0.7)	23	(1.2)	23	(1.2)	25	(0.9)	10	(0.9)	13	(1.0)	7	(0.8)	5	(0.7)	5	(0.6)	14	(0.9)	
	République tchèque	30	(0.8)	35	(3.0)	29	(1.0)	29	(1.2)	11	(0.7)	14	(0.8)	6	(0.5)	10	(0.7)	9	(0.6)	14	(0.7)	
	Danemark	21	(0.7)	25	(4.4)	22	(2.2)	21	(0.7)	6	(1.3)	13	(1.6)	3	(0.8)	5	(1.2)	7	(1.2)	7	(1.6)	
	Estonie	25	(0.7)	29	(4.9)	25	(1.3)	25	(0.9)	7	(0.7)	17	(1.0)	6	(0.6)	6	(0.7)	6	(0.7)	9	(0.8)	
	Finlande	18	(0.5)	18	(4.2)	18	(1.3)	18	(0.6)	8	(1.0)	12	(1.1)	3	(0.7)	3	(0.6)	4	(0.7)	8	(0.8)	
	France	20	(0.7)	28	(2.5)	20	(1.2)	19	(0.7)	8	(0.8)	13	(1.0)	5	(0.9)	5	(0.7)	5	(0.8)	9	(0.9)	
	Allemagne	23	(0.9)	25	(2.2)	19	(1.9)	22	(1.0)	6	(1.1)	12	(1.4)	4	(0.9)	6	(1.3)	4	(1.0)	9	(1.3)	
	Grèce	27	(0.8)	30	(2.8)	27	(1.2)	27	(0.9)	7	(0.7)	16	(1.0)	7	(0.8)	9	(0.8)	9	(0.8)	11	(0.9)	
	Hongrie	23	(0.8)	37	(3.0)	22	(1.1)	22	(1.0)	11	(0.7)	10	(0.7)	6	(0.6)	7	(0.7)	6	(0.7)	13	(0.9)	
	Islande	17	(0.8)	21	(3.8)	20	(2.0)	16	(0.9)	7	(1.1)	12	(1.7)	7	(1.3)	4	(1.0)	5	(1.1)	7	(1.1)	
	Irlande	23	(0.7)	23	(3.5)	22	(1.1)	23	(0.9)	9	(0.8)	15	(1.0)	6	(0.6)	5	(0.5)	5	(0.5)	8	(0.7)	
	Israël	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Italie	24	(0.7)	26	(1.7)	21	(1.1)	25	(1.0)	8	(0.6)	10	(0.8)	8	(0.8)	10	(0.9)	8	(0.9)	11	(1.1)	
	Japon	17	(0.6)	21	(4.4)	15	(0.8)	18	(0.8)	3	(0.4)	12	(0.8)	2	(0.4)	2	(0.3)	5	(0.5)	6	(0.6)	
	Corée	9	(0.5)	10	(3.2)	9	(0.8)	9	(0.5)	1	(1.3)	8	(0.7)	1	(0.3)	1	(0.4)	1	(0.4)	2	(0.4)	
	Lettonie	35	(0.8)	36	(7.2)	38	(1.4)	34	(0.9)	17	(1.1)	18	(1.1)	12	(1.0)	11	(1.0)	13	(1.0)	18	(1.0)	
	Lituanie	23	(0.7)	30	(5.8)	24	(1.3)	22	(0.8)	11	(0.9)	13	(1.0)	12	(0.9)	10	(0.8)	13	(0.9)	14	(1.1)	
	Luxembourg	21	(0.6)	21	(1.6)	19	(1.3)	21	(0.7)	7	(0.8)	12	(1.1)	6	(0.7)	6	(0.7)	7	(0.8)	10	(1.0)	
	Mexique	23	(0.8)	22	(1.3)	19	(1.5)	25	(1.2)	9	(1.1)	10	(1.2)	7	(1.0)	6	(1.1)	8	(1.1)	11	(1.2)	
	Pays-Bas	12	(0.6)	20	(3.5)	11	(1.1)	12	(0.7)	2	(0.5)	5	(0.8)	1	(0.3)	3	(0.7)	2	(0.6)	6	(0.7)	
	Nouvelle-Zélande	32	(0.7)	32	(1.4)	32	(1.7)	31	(0.9)	14	(1.1)	24	(1.5)	10	(1.1)	7	(0.9)	8	(0.9)	13	(1.0)	
	Norvège	19	(0.7)	29	(4.6)	18	(1.4)	19	(0.8)	5	(0.6)	11	(1.0)	3	(0.5)	5	(0.7)	5	(0.8)	7	(0.8)	
	Pologne	26	(0.8)	30	(3.4)	26	(1.0)	26	(1.2)	9	(0.6)	14	(0.7)	8	(0.6)	9	(0.7)	9	(0.7)	16	(0.9)	
	Portugal	14	(0.6)	14	(0.9)	14	(1.1)	13	(0.8)	5	(0.8)	9	(0.9)	3	(0.6)	5	(0.7)	4	(0.6)	7	(0.8)	
	République slovaque	28	(0.8)	45	(5.3)	27	(1.1)	29	(1.0)	11	(0.7)	12	(0.8)	9	(0.8)	10	(0.8)	11	(0.7)	16	(0.8)	
	Slovénie	21	(0.7)	19	(5.3)	21	(1.0)	21	(1.0)	8	(0.8)	10	(0.8)	6	(0.6)	8	(0.7)	9	(0.8)	12	(0.9)	
	Espagne	17	(0.4)	20	(1.0)	17	(0.9)	17	(0.5)	5	(0.5)	10	(0.6)	4	(0.5)	5	(0.6)	5	(0.5)	8	(0.6)	
	Suède	19	(0.7)	19	(2.3)	19	(1.4)	19	(0.8)	6	(0.9)	12	(1.2)	3	(0.7)	4	(0.8)	6	(0.9)	7	(0.9)	
	Suisse	22	(1.0)	28	(2.8)	20	(1.7)	22	(1.2)	7	(1.1)	13	(1.5)	5	(1.1)	6	(1.1)	7	(1.1)	10	(1.3)	
	Turquie	24	(0.7)	23	(0.9)	25	(1.5)	25	(1.0)	11	(0.9)	13	(1.0)	10	(0.9)	10	(0.8)	8	(0.9)	12	(1.0)	
	Royaume-Uni	27	(0.7)	29	(3.6)	25	(1.0)	28	(0.9)	11	(0.8)	19	(0.9)	6	(0.5)	4	(0.6)	6	(0.6)	10	(0.7)	
	États-Unis	26	(0.9)	23	(2.2)	27	(1.5)	26	(1.1)	14	(1.2)	18	(1.4)	7	(0.9)	5	(0.7)	6	(0.9)	12	(1.3)	
	Moyenne OCDE	23	(0.1)	26	(0.6)	22	(0.2)	23	(0.1)	9	(0.1)	13	(0.2)	6	(0.1)	6	(0.1)	7	(0.1)	11	(0.2)	
	Moyenne UE22	23	(0.1)	26	(0.8)	22	(0.3)	22	(0.2)	8	(0.2)	13	(0.2)	6	(0.1)	7	(0.2)	7	(0.2)	11	(0.2)	
Partenaires	Argentine	32	(0.9)	33	(1.6)	31	(2.3)	32	(1.0)	12	(1.3)	18	(1.4)	9	(1.2)	14	(1.7)	6	(0.9)	14	(1.6)	
	Brésil	29	(0.7)	27	(1.2)	29	(1.0)	30	(1.0)	15	(0.8)	18	(1.0)	10	(0.9)	12	(0.9)	10	(0.9)	15	(1.1)	
	P-S-J-Z (Chine) ¹	18	(0.7)	19	(0.8)	17	(1.1)	17	(1.0)	5	(0.5)	9	(0.7)	3	(0.4)	10	(0.8)	3	(0.4)	5	(0.6)	
	Inde ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie	41	(1.0)	38	(1.5)	40	(1.2)	47	(1.5)	19	(0.9)	22	(1.0)	13	(1.0)	21	(1.1)	16	(1.1)	20	(1.0)	
	Fédération de Russie	37	(0.7)	36	(5.0)	30	(3.2)	37	(0.7)	21	(2.9)	13	(2.5)	12	(2.5)	10	(2.5)	11	(2.4)	13	(2.3)	
	Arabie saoudite	30	(0.7)	28	(1.3)	30	(1.2)	31	(1.2)	8	(0.9)	13	(0.8)	11	(0.8)	13	(1.0)	11	(0.9)	15	(0.8)	
	Afrique du Sud ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
		Moyenne G20	26	(0.2)	27	(0.7)	24	(0.4)	26	(0.2)	10	(0.3)	15	(0.3)	7	(0.2)	8	(0.3)	7	(0.2)	11	(0.3)

Remarque : Des données supplémentaires sur les élèves dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou sont diplômés de l'enseignement tertiaire sont disponibles en ligne (voir le lien StatLink ci-dessous). L'indicateur « Exposition à tout acte de harcèlement » combine les six items sur le harcèlement. Le niveau de formation des parents correspond au plus haut niveau d'enseignement dont ils sont diplômés.

1. L'entité P-S-J-Z (Chine) désigne les quatre provinces et municipalités de la République populaire de Chine qui ont participé à l'enquête PISA : Pékin, Shanghai, Jiangsu et Zhejiang.

2. L'Afrique du Sud et l'Inde n'ont pas participé à l'enquête PISA en 2018.

Source : OCDE (2020), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, <https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162774>

Tableau A6.2. Pourcentage d'élèves de 15 ans d'accord ou tout à fait d'accord avec des affirmations sur le harcèlement, selon le niveau de formation des parents (2018)

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)

OCDE	Pays	Cela m'énerve quand personne ne prend la défense des élèves victimes de harcèlement								C'est bien d'aider les élèves qui ne peuvent pas se défendre eux-mêmes		C'est mal de harceler les autres		Cela me fait mal de voir d'autres élèves se faire harceler		J'aime bien quand quelqu'un prend la défense des élèves qui se font harceler	
		Total		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire							
		%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(13)	(14)	(21)	(22)	(29)	(30)	(37)	(38)
	Australie	86	(0.4)	83	(1.5)	85	(0.7)	87	(0.5)	92	(0.5)	91	(0.5)	91	(0.6)	93	(0.5)
	Autriche	76	(0.9)	81	(3.2)	76	(1.1)	75	(1.0)	84	(1.0)	88	(0.9)	80	(1.3)	87	(1.0)
	Belgique	80	(0.6)	80	(2.3)	78	(1.2)	80	(0.6)	91	(0.8)	93	(0.8)	85	(1.1)	93	(0.8)
	Canada	85	(0.4)	70	(7.1)	83	(0.9)	86	(0.4)	90	(0.8)	90	(0.7)	88	(0.8)	92	(0.8)
	Chili	84	(0.8)	83	(1.8)	84	(1.1)	85	(1.1)	88	(1.0)	86	(0.9)	87	(1.0)	90	(0.9)
	Colombie	75	(0.9)	70	(1.8)	77	(1.0)	75	(1.3)	85	(1.0)	68	(1.5)	84	(1.0)	87	(0.8)
	Costa Rica	84	(0.6)	82	(1.4)	84	(1.1)	84	(0.7)	89	(0.9)	85	(1.0)	87	(1.0)	90	(0.9)
	République tchèque	84	(0.6)	75	(2.1)	84	(0.9)	85	(0.9)	89	(0.6)	88	(0.7)	87	(0.7)	90	(0.7)
	Danemark	88	(0.5)	85	(3.0)	86	(2.0)	89	(0.5)	91	(1.4)	95	(1.3)	92	(1.2)	93	(1.3)
	Estonie	81	(0.6)	77	(4.4)	79	(1.2)	82	(0.6)	88	(0.9)	89	(1.1)	85	(1.1)	89	(0.9)
	Finlande	82	(0.6)	83	(3.7)	81	(1.3)	82	(0.7)	91	(1.0)	93	(0.8)	88	(1.2)	92	(1.0)
	France	84	(0.7)	76	(3.0)	81	(1.5)	85	(0.7)	89	(1.2)	93	(1.0)	88	(1.1)	92	(0.9)
	Allemagne	77	(1.1)	73	(2.4)	77	(2.2)	80	(1.3)	86	(1.9)	91	(1.5)	80	(1.8)	91	(1.4)
	Grèce	84	(0.7)	75	(2.6)	84	(1.2)	84	(0.8)	85	(1.1)	86	(1.0)	88	(0.9)	88	(0.8)
	Hongrie	76	(0.8)	66	(3.1)	75	(1.2)	77	(1.1)	82	(1.0)	73	(1.1)	78	(1.2)	84	(0.9)
	Islande	79	(0.8)	69	(3.9)	76	(2.1)	80	(0.9)	85	(1.6)	86	(1.6)	84	(1.7)	83	(1.9)
	Irlande	90	(0.5)	84	(2.7)	90	(1.0)	91	(0.6)	93	(0.7)	94	(0.7)	95	(0.7)	96	(0.6)
	Israël	82	(0.6)	74	(3.5)	79	(1.2)	84	(0.7)	85	(1.0)	83	(1.0)	85	(1.0)	87	(0.9)
	Italie	84	(0.7)	83	(1.5)	85	(1.1)	84	(1.0)	88	(0.9)	86	(1.1)	83	(1.0)	90	(0.8)
	Japon	71	(0.8)	67	(5.6)	71	(1.3)	71	(0.9)	80	(1.0)	92	(0.7)	89	(0.8)	83	(1.0)
	Corée	86	(0.5)	71	(5.3)	85	(0.9)	86	(0.6)	93	(0.6)	92	(0.8)	95	(0.6)	94	(0.7)
	Lettonie	74	(0.7)	68	(6.9)	74	(1.2)	74	(0.9)	81	(1.0)	83	(1.1)	76	(1.2)	83	(1.0)
	Lituanie	72	(0.6)	55	(6.4)	70	(1.3)	74	(0.7)	77	(1.2)	79	(1.1)	74	(1.2)	80	(1.2)
	Luxembourg	78	(0.6)	76	(1.7)	78	(1.3)	79	(0.8)	87	(1.1)	90	(0.9)	82	(1.2)	89	(1.0)
	Mexique	78	(0.8)	75	(1.5)	77	(1.6)	80	(1.0)	85	(1.6)	80	(1.6)	82	(1.4)	86	(1.3)
	Pays-Bas	70	(0.8)	74	(3.8)	70	(1.4)	70	(0.9)	90	(0.8)	95	(0.6)	90	(1.0)	95	(0.7)
	Nouvelle-Zélande	88	(0.5)	86	(1.2)	87	(1.2)	89	(0.6)	94	(0.9)	92	(0.9)	91	(0.9)	94	(0.9)
	Norvège	89	(0.5)	78	(3.7)	90	(1.0)	89	(0.5)	94	(0.7)	94	(0.8)	91	(1.0)	92	(0.8)
	Pologne	76	(0.8)	69	(3.8)	75	(0.9)	78	(1.1)	82	(0.9)	78	(0.8)	78	(0.9)	83	(0.8)
	Portugal	81	(0.6)	80	(1.2)	82	(1.1)	82	(1.0)	94	(0.7)	87	(0.9)	93	(0.9)	93	(1.0)
	République slovaque	73	(0.7)	57	(5.9)	73	(1.1)	73	(1.1)	79	(1.0)	80	(0.9)	79	(0.9)	83	(0.9)
	Slovénie	80	(0.6)	82	(5.2)	79	(1.0)	81	(0.8)	86	(0.9)	82	(1.0)	86	(0.8)	86	(0.9)
	Espagne	87	(0.4)	86	(0.8)	88	(0.9)	87	(0.4)	92	(0.7)	90	(0.7)	91	(0.7)	94	(0.7)
	Suède	84	(0.7)	81	(2.6)	84	(1.2)	85	(0.8)	90	(1.2)	92	(0.8)	80	(1.5)	92	(0.9)
	Suisse	73	(0.9)	75	(2.6)	73	(2.0)	72	(0.9)	84	(1.5)	86	(1.4)	78	(1.4)	87	(1.4)
	Turquie	80	(0.7)	77	(1.1)	81	(1.2)	81	(0.9)	85	(1.0)	80	(1.0)	86	(1.0)	83	(1.1)
	Royaume-Uni	88	(0.5)	83	(2.9)	89	(0.8)	89	(0.6)	95	(0.5)	95	(0.5)	93	(0.6)	96	(0.4)
	États-Unis	88	(0.6)	88	(1.7)	87	(1.1)	89	(0.7)	93	(0.7)	92	(0.7)	93	(0.8)	94	(0.8)
	Moyenne OCDE	81	(0.1)	76	(0.6)	80	(0.2)	82	(0.1)	88	(0.2)	87	(0.2)	86	(0.2)	89	(0.2)
	Moyenne UE23	80	(0.1)	76	(0.8)	80	(0.3)	81	(0.2)	88	(0.2)	88	(0.2)	85	(0.2)	90	(0.2)
	Argentine	81	(0.6)	80	(1.4)	81	(1.5)	82	(0.8)	87	(1.2)	79	(1.6)	84	(1.5)	89	(1.2)
	Brésil	71	(0.7)	70	(1.4)	71	(1.4)	72	(0.9)	85	(1.0)	83	(1.0)	86	(1.0)	88	(1.0)
	P-S-J-Z (Chine) ¹	88	(0.5)	88	(0.8)	88	(0.8)	89	(0.7)	84	(0.8)	96	(0.5)	89	(0.7)	91	(0.6)
	Inde ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Indonésie	74	(0.8)	73	(1.2)	76	(1.0)	74	(1.6)	82	(1.1)	59	(1.3)	81	(0.9)	74	(1.1)
	Fédération de Russie	74	(0.8)	64	(6.8)	74	(2.9)	74	(0.8)	82	(2.4)	81	(2.7)	79	(2.4)	83	(2.5)
	Arabie saoudite	69	(1.0)	64	(1.4)	70	(1.5)	73	(1.5)	75	(1.4)	73	(1.6)	79	(1.2)	79	(1.2)
	Afrique du Sud ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Moyenne G20	80	(0.2)	76	(0.8)	80	(0.3)	81	(0.2)	86	(0.3)	85	(0.3)	86	(0.3)	88	(0.3)

Remarque : Des données supplémentaires sur les élèves dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou sont diplômés de l'enseignement tertiaire sont disponibles en ligne (voir le lien StatLink ci-dessous). Le niveau de formation des parents correspond au plus haut niveau d'enseignement dont ils sont diplômés.

1. L'entité P-S-J-Z (Chine) désigne les quatre provinces et municipalités de la République populaire de Chine qui ont participé à l'enquête PISA : Pékin, Shanghai, Jiangsu et Zhejiang.

2. L'Afrique du Sud et l'Inde n'ont pas participé à l'enquête PISA en 2018.

Source : OCDE (2020), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, <https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934162793>

Tableau A6.3. Engagement politique, selon le niveau de formation (2016 ou 2018)

Enquête sociale européenne (ESS) et Programme international d'enquêtes sociales (ISSP), individus âgés de 25 à 64 ans

		Enquête sociale européenne (ESS) (2018)															
		Pourcentage d'adultes disant s'intéresser « assez » ou « beaucoup » à la politique								Pourcentage d'adultes estimant que le système politique de leur pays permet « beaucoup » ou « complètement » aux personnes comme eux d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement							
		Tous niveaux de formation confondus		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		Tous niveaux de formation confondus		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire	
		%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
OCDE	Pays																
	Belgique	47	(1.5)	36	(3.4)	39	(2.4)	58	(2.2)	37	(1.4)	28	(3.2)	30	(2.2)	48	(2.2)
	République tchèque	17	(1.0)	c	c	14	(1.1)	27	(2.6)	45	(1.4)	c	c	42	(1.6)	58	(2.9)
	Estonie	37	(1.4)	22	(4.2)	29	(1.8)	50	(2.3)	36	(1.4)	20	(4.1)	29	(1.8)	49	(2.3)
	Finlande	59	(1.5)	36	(5.4)	48	(2.5)	70	(1.9)	41	(1.5)	21	(4.6)	30	(2.3)	52	(2.1)
	France	41	(1.5)	24	(3.8)	32	(2.1)	54	(2.4)	32	(1.5)	18	(3.5)	23	(1.9)	45	(2.4)
	Allemagne ¹	67	(1.2)	40	(5.4)	60	(1.8)	79	(1.6)	52	(1.3)	36	(5.5)	46	(1.8)	61	(1.9)
	Hongrie	24	(1.4)	11	(3.2)	24	(1.6)	30	(3.2)	33	(1.5)	22	(4.3)	31	(1.8)	43	(3.5)
	Irlande	54	(1.5)	38	(3.4)	47	(2.7)	64	(2.0)	42	(1.5)	24	(3.0)	33	(2.6)	53	(2.1)
	Italie	33	(1.2)	18	(1.6)	36	(1.8)	52	(2.7)	16	(0.9)	9	(1.2)	19	(1.5)	22	(2.3)
	Pays-Bas	64	(1.5)	45	(3.4)	60	(2.6)	75	(2.0)	58	(1.5)	32	(3.3)	50	(2.7)	74	(2.0)
	Slovénie	33	(1.6)	21	(4.5)	29	(2.1)	42	(2.9)	23	(1.5)	21	(4.5)	14	(1.6)	37	(2.8)
	Suisse	53	(1.6)	28	(3.6)	45	(2.5)	70	(2.2)	73	(1.4)	53	(4.1)	75	(2.2)	79	(2.0)
	Royaume-Uni	57	(1.5)	34	(3.1)	53	(2.9)	69	(1.9)	44	(1.5)	30	(3.4)	38	(2.9)	52	(2.1)
		Moyenne	45	(1.4)	30	(3.7)	40	(2.1)	57	(2.3)	41	(1.4)	26	(3.7)	35	(2.1)	52
		Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) (2016)															
		Pourcentage d'adultes disant s'intéresser « assez » ou « beaucoup » à la politique								Pourcentage d'adultes pas d'accord ou pas du tout d'accord avec l'affirmation « les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire sur l'action gouvernementale »							
		All levels of educational attainment		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		All levels of educational attainment		Inférieur au deuxième cycle du secondaire		Deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non tertiaire		Tertiaire	
		%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.	%	S.E.
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
OCDE	Pays																
	Australie	72	(2.2)	67	(5.9)	70	(4.1)	76	(2.3)	29	(2.3)	23	(7.2)	24	(4.0)	38	(2.8)
	Chili	32	(1.8)	19	(2.6)	29	(2.6)	52	(3.9)	32	(2.0)	34	(3.6)	31	(3.0)	33	(4.1)
	Islande ¹	71	(1.5)	61	(3.8)	68	(2.9)	78	(1.9)	36	(1.8)	25	(3.8)	29	(3.2)	45	(2.7)
	Israël	69	(1.6)	48	(5.2)	69	(2.6)	75	(2.1)	31	(1.8)	26	(4.9)	27	(2.9)	35	(2.7)
	Corée	54	(2.1)	52	(6.2)	46	(3.0)	63	(3.1)	63	(2.3)	58	(6.8)	60	(3.5)	67	(3.6)
	Lettonie	60	(1.9)	51	(4.6)	57	(2.6)	71	(3.0)	16	(1.4)	10	(2.8)	15	(2.0)	21	(2.9)
	Lituanie ¹	68	(1.8)	63	(4.4)	66	(2.4)	73	(3.2)	9	(1.2)	5	(2.4)	8	(1.5)	16	(3.0)
	Nouvelle-Zélande	64	(1.8)	51	(4.4)	64	(2.8)	71	(2.6)	41	(2.0)	28	(4.6)	38	(3.2)	50	(3.2)
	Norvège	87	(1.1)	83	(3.2)	85	(2.1)	90	(1.4)	55	(1.9)	36	(4.6)	42	(3.3)	69	(2.5)
	République slovaque	49	(1.9)	c	c	47	(2.2)	61	(4.4)	18	(1.7)	c	c	17	(1.9)	27	(4.6)
	Espagne	62	(1.4)	51	(2.1)	67	(2.8)	77	(2.3)	29	(1.4)	25	(1.9)	34	(3.1)	31	(2.7)
	Suède ¹	77	(1.6)	c	c	73	(2.7)	83	(2.0)	38	(2.2)	c	c	25	(3.1)	50	(3.1)
	Turquie	59	(1.5)	52	(1.9)	64	(2.9)	76	(3.2)	41	(1.7)	37	(2.1)	47	(3.4)	48	(4.3)
	États-Unis	70	(1.6)	52	(5.7)	66	(2.5)	80	(2.2)	41	(2.0)	24	(5.4)	36	(2.9)	49	(3.1)
	Moyenne	64	(0.5)	54	(1.3)	62	(0.7)	73	(0.7)	34	(0.5)	28	(1.3)	31	(0.8)	41	(0.9)
Partenaire	Inde	75	(1.6)	74	(1.9)	80	(3.1)	78	(4.3)	16	(1.4)	16	(1.7)	16	(2.8)	20	(3.7)

1. La répartition du niveau de formation varie de 10-15 points de pourcentage par rapport aux données présentées dans l'indicateur A1. Les données selon le niveau de formation sont considérées comme fiables (voir l'annexe 3).

Source : OCDE (2020), Enquête sociale européenne (ESS) (2018) et Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) (2016) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.



Extrait de :
Education at a Glance 2020
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69096873-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « En quoi les retombées sociales sont-elles liées à l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2020 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d69fa3f2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.